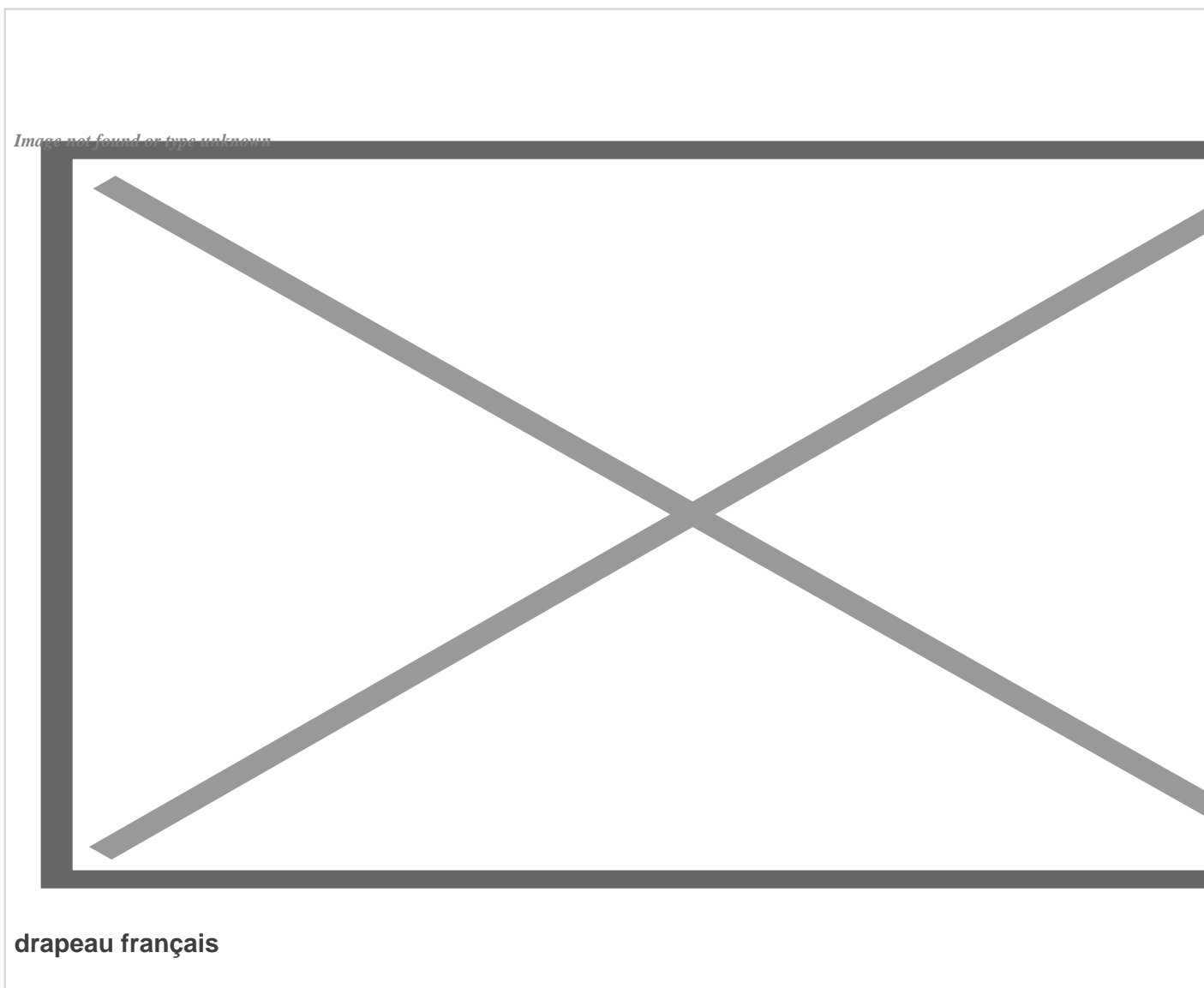


La présidence française rejette le blocus américain contre Cuba



Paris, 23 déc (RHC) La présidence française a exprimé son opposition au blocus américain contre Cuba et à la nature extraterritoriale de cette politique, selon un document publié aujourd'hui.

Par la voix de son directeur de cabinet, Brice Blondel, la présidence de la République a souligné le rejet par la France du siège économique, commercial et financier appliqué par Washington depuis plus de 60 ans, en réponse à une lettre ouverte adressée au président Emmanuel Macron par l'association Cuba Coopération France (CubaCoop) lui demandant de condamner fermement le blocus.

"La France est cohérente sur cette question, ne participe en aucune façon à l'embargo (blocus) et n'a cessé d'en dénoncer les conséquences néfastes pour le développement de Cuba, sa situation

économique et la qualité de vie de sa population, appelant à son élimination", précise la réponse de Blondel, à laquelle Prensa Latina a eu accès.

Le texte rappelle que la France a voté à nouveau, comme elle le fait depuis 1992, le 3 novembre en faveur de la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies qui établit la nécessité pour les États-Unis de mettre fin à leur blocus contre l'île.

Comme nos partenaires de l'Union européenne, nous nous opposons aux sanctions extraterritoriales américaines, et en particulier à la loi Helms-Burton, qui sont contraires au droit international", a prévenu le chef de cabinet de l'Élysée.

En octobre, le président de CubaCoop, Víctor Fernández, a adressé une lettre à Macron, dans laquelle il lui demande de prendre toutes les mesures nécessaires, en coordination avec les institutions européennes, pour que Washington lève son siège, une mesure qu'il juge très positive pour le monde entier.

Il a également demandé au chef de l'État de préciser la désignation des banques chargées d'effectuer des transactions financières avec le pays caribéen, ce qui n'est pas le cas actuellement en France et dans d'autres nations européennes en raison de l'impact extraterritorial du blocus et de la crainte de ces institutions de subir des pressions et d'énormes amendes américaines.

Notre grand Victor Hugo soulignait en 1870 qu'aucun homme n'a le droit d'en dominer un autre et que le crime est plus odieux lorsque c'est une nation qui cherche à en soumettre une autre ; et aujourd'hui, la première puissance mondiale le fait de manière extraterritoriale et illégale à un petit pays, dénonçait alors Fernandez.

Selon M. Blondel, M. Macron a reçu la lettre et a pris note des questions soulevées au sujet du blocus appliqué par les États-Unis à Cuba.

Dans le cadre de ses actions contre le siège imposé par Washington, CubaCoop a lancé en septembre une initiative pour promouvoir au niveau européen l'appel à la fin du blocus et des actions concrètes de coopération pour soutenir la plus grande des Antilles. (Source:PL)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/308687-la-presidence-francaise-rejette-le-blocus-americaain-contre-cuba>



Radio Habana Cuba